

## Écoutez les podcasts du « Soir »

Retrouvez le podcast quotidien du *Soir* pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : *Le Soir* (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts », « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.

GUERRE EN UKRAÏNE

# La Belgique et l'Europe peuvent

D'éventuelles sanctions contre le brut russe seront au menu des pays européens cette semaine. Ce sera un grand défi logistique d'aller chercher du pétrole ailleurs. Et les prix devraient connaître une nouvelle envolée.

## Les faits du jour

– Les forces russes poursuivent leur offensive sur le Donbass, avec des combats particulièrement intenses autour d'Izioum, de Lyman et de Roubijné. Un adolescent de 15 ans a été tué et une mineure blessée dans une frappe russe sur la ville portuaire d'Odessa.

– La situation « est difficile actuellement », a reconnu le ministre ukrainien de la Défense, tout en se disant « convaincu que nous allons réussir à arrêter et repousser l'ennemi jusqu'au territoire russe », a-t-il affirmé.

– Le ministre israélien des Affaires étrangères, Yair Lapid, a fustigé lundi les propos de son homologue russe, Sergueï Lavrov, qui avait affirmé qu'Hitler « avait du sang juif », et a convoqué l'ambassadeur de Russie pour obtenir des « clarifications ».

– L'UEFA a exclu les clubs russes de ses compétitions européennes la saison prochaine, dont la lucrative Ligue des champions, pérennisant la mise au ban de la Russie.

– L'Union européenne refuse de payer ses achats de gaz à la Russie en roubles et doit se préparer à une rupture dans ses approvisionnements, selon la commissaire à l'Énergie Kadri Simson.

– La Belgique, dépendante jusqu'à 30 % du pétrole russe, s'engage à soutenir un embargo progressif sur les importations de pétrole russe dans l'Union européenne, sans être fermée à des exceptions pour les Etats membres les plus dépendants, a indiqué la ministre belge de l'Énergie Tinne Van der Straeten.



BERNARD PADOAN (AVEC J.-F. M.)

En même temps que l'hypothèse de sanctions contre le secteur russe du pétrole prend peu à peu corps au niveau européen, la question de notre dépendance vis-à-vis de Moscou pour ce qui concerne notre approvisionnement en brut se pose avec toujours plus d'acuité. L'Union européenne importe à peu près 30 % de son pétrole et 15 % des produits pétroliers raffinés de Russie. Cela représente, *grosso modo*, 2,2 millions de barils par jour (mbj) de brut et 1,2 mbj de produits raffinés, pour un montant total annuel de 80 milliards de dollars (76 milliards d'euros) en 2021. La Belgique se trouve dans la moyenne : notre pays a importé 29 % de son pétrole de Russie l'an dernier.

Dans ces conditions, peut-on vraiment se passer des barils russes sans coup férir ? « 29 %, ce n'est pas rien », reconnaît Jean-Benoît Schrans, porte-parole d'Energia, la fédération belge de l'industrie pétrolière, sans pourtant s'inquiéter outre mesure. D'abord parce que notre pays, conformément à ses obligations internationales (en tant que membre de l'Union européenne et de l'Agence internationale de l'Énergie), détient un quart de sa consommation annuelle de produits pétroliers (soit 90 jours) sous forme de réserves stratégiques. « Elles sont gérées par l'Apetra et

peuvent être mobilisées sur décision du gouvernement », précise Jean-Benoît Schrans. C'est une différence avec le marché du gaz, où de telles réserves obligatoires n'existaient pas jusqu'ici.

### Plus flexible que le gaz

Mais avant d'en arriver à l'activation des stocks stratégiques, en Belgique, c'est sur le marché qu'il faudra aller chercher le pétrole qu'on n'achèterait plus aux Russes. « C'est un produit vendu au niveau mondial, avec une grande flexibilité que le gaz, qui est fortement lié à l'existence de pipelines », note Jean-Benoît Schrans. « Cela demandera évidemment un temps d'adaptation logistique. Mais à travers nos membres, on ne perçoit pas vraiment d'inquiétude. »

Même son de cloche au port d'Anvers, où arrive par tankers le brut qui alimente les deux grandes raffineries du pays (Exxon et TotalEnergies), situées dans le périmètre portuaire – et qui sont également approvisionnées par oléoduc depuis Rotterdam. « S'il y a une interdiction d'importer du pétrole russe, ce qui est fort probable dans les jours ou dans les semaines à venir, on peut s'approvisionner depuis d'autres pays », assure Jacques Vandermeiren, administrateur-délégué du port d'Anvers-Bruges. « Donc, l'impact au niveau volume est assez limité. »

Un optimisme qui n'est pas partagé par tout le monde. D'abord parce qu'une partie du pétrole russe arrive quand même en Europe via des oléoducs, le principal étant le Droujba, d'une capacité de 1,4 mbj, qui traverse notamment l'Ukraine et la Pologne pour alimenter les raffineries allemandes. Celles-ci devront trouver d'autres fournisseurs qui amèneront le brut par bateau dans les ports de la Baltique. « L'adoption de mesures sur le pétrole impose de déboucler des contrats existants, de trouver des alternatives et d'éviter leur contournement », indiquait une source européenne proche des négociations sur les sanctions à l'AFP la semaine dernière. « Cela ne va pas se faire du jour au lendemain. Il faudra au moins plusieurs mois. » On remarquera cependant qu'une fois encore, à la différence du gaz, le marché du pétrole est plus « liquide » : les contrats y sont généralement conclus pour douze mois maximum, contre dix, quinze ou vingt ans pour le gaz naturel.

### Des pétromonarchies hésitantes

C'est donc vers les autres grandes régions productrices d'or noir – Etats-Unis et Moyen-Orient en tête – que les regards se tournent comme sources d'approvisionnement alternatives. Le président américain Joe Biden, qui a déjà décrété un embargo sur le pétrole russe dans son pays (qui consomme 8 % de brut russe), a exhorté les producteurs américains à pomper davantage, les accusant de « s'enrichir » grâce à l'envolée

des cours aux dépens des automobilistes au lieu d'investir dans la production. Les géants US ExxonMobil et Chevron assurent toutefois que leur production dans le bassin permien, à cheval entre le Texas et le Nouveau-Mexique, progressait. Exxon prévoit de l'augmenter de 25 % cette année. Chez Chevron, la production était déjà en hausse de 10 % aux Etats-Unis au premier trimestre, et le groupe espère pomper cette année 15 % de plus qu'en 2021.

Du côté de la péninsule arabique, les pays producteurs ne semblent, pour leur part, pas enclins à répondre aux appels européens. D'après les estimations de l'Agence internationale de l'Énergie, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis disposent respectivement de 2 et 1,13 mbj de capacité de réserve, soit de quoi couvrir le « manque » qui pourrait découler d'un embargo total imposé à Moscou. Mais peu enclins à se fâcher avec leur allié russe, avec qui elles ont formé le cartel Opep+ qui pèse 55 % de la production mondiale, les pétromonarchies ne semblent guère disposées à ouvrir davantage leurs robinets.

### Une équation à multiples inconnues

Lors de leur dernière réunion, les membres du cartel élargi, qui avaient drastiquement réduit leur production pendant la pandémie, s'en sont tenus à une augmentation de 0,4 mbj au mois de mai. Pas de quoi soulager un marché déjà tendu par la forte demande découlant de la reprise économique post-covid, et encore moins de compenser le pétrole russe dont l'UE choisirait de se priver. Pétrole que d'autres clients – Chine et Inde en tête – pourraient vouloir récupérer. D'autant que la Russie, qui a déjà perdu une partie du marché européen – des groupes pétroliers comme Shell, TotalEnergies, BP ou encore Repsol ont décidé de ne plus acheter de produits raffinés russes –, offre à cette heure de sérieux rabais, de l'ordre de 25 à 30 % sur le prix de ses barils. Ce qui libérerait une partie du pétrole du Moyen-Orient habituellement livré aux pays asiatiques au bénéfice de l'Europe ? Tout dépendra, ici aussi, de la volonté politique des pays producteurs et de la capacité à dénouer les goulets d'étranglement logistiques.

L'équation, on le voit, est à multiples inconnues. Le secrétaire général de l'Opep, Mohamed Barkindo, craint d'ailleurs « un choc sans précédent » si l'embargo devait être décrété par les 27. Une certitude existe : alors qu'ils naviguent déjà au-dessus de la barre des 100 dollars le baril depuis le déclenchement de la guerre, une telle décision enflammerait encore davantage les cours du brut. Une « aubaine » pour les producteurs... à condition que la flambée ne dure pas trop longtemps, au risque de faire flancher la demande de consommateurs contraints par les circonstances à d'inévitables économies d'énergie.

## KROLL PRÉSENTE MAX TILGENKAMP

### FIN DU MASQUE DANS LES AVIONS EN BRUSSELS

